|  |  |
| --- | --- |
| Collège des procureurs généraux | College van Procureurs-generaal |
| **Bruxelles, 25 mai 2023** | **Brussel, 25 mei 2023** |
| **circulaire n° 09/2006 du collÈge des procureurs gÉnÉraux prÈs les cours d’appel** | **omzendbrief nr. 09/2006 van het college van procureurs-generaal bij de hoven van beroep** |
| Madame, Monsieur le Procureur général,  Monsieur le Procureur fédéral,  Madame/Monsieur le Procureur du Roi,  Madame/Monsieur l’Auditeur du travail,  **VERSION REVISEE**  **25.05.2023**  **OBJET :** **Circulaire commune du ministre de la Justice et du Collège des procureurs généraux contenant une politique criminelle uniforme en matière de retrait immédiat de permis de conduire** | Mevrouw,Mijnheer de Procureur-generaal,  Mijnheer de Federale Procureur,  Mevrouw/Mijnheer de Procureur des Konings,  Mevrouw/Mijnheer de Arbeidsauditeur,  **HERZIENE VERSIE**  **25.05.2023**  BETREFT: Gemeenschappelijke omzendbrief van de minister van Justitie en het College van Procureurs-generaal houdende een eenvormig strafrechtelijk beleid inzake onmiddellijke intrekking van het rijbewijs |
|  |  |

|  |  |
| --- | --- |
| **INFORMATIONS IMPORTANTES CONCERNANT CETTE VERSION DU TEXTE**  **Cette circulaire est à nouveau mise à jour (octobre 2022) en vue de lutter contre la conduite sous l'influence de l'alcool.**  Les modifications seront indiquées en jaune.  Le Plan National de Sécurité 2022-2025 a sélectionné quinze phénomènes de sécurité qui font l’objet d’actions dans le cadre du fonctionnement policier de base, spécialisé et/ou intégré, dont notamment la sécurité routière [[1]](#footnote-1).  L’un des principaux défis relevés par le Plan en cette matière consiste à lutter contre les « tueurs de la circulation ». Pour ce faire, le Plan National incite à faire preuve, lors des contrôles de police, d’une attention particulière à l’égard de la conduite sous influence.  La Note-Cadre de Sécurité Intégrale 2022-2024 a identifié six dimensions de sécurité, dont notamment la sécurité sociétale, qui inclut la sécurité routière[[2]](#footnote-2)2 . Le contrôle pro-actif de la détection de la conduite sous l’influence de l’alcool fait partie des initiatives à prendre afin de renforcer la sécurité routière et de parvenir à une réduction significative du nombre de blessés et de décès sur nos routes.  La Note-Cadre insiste également sur la nécessité de mettre l’accent sur « … la norme sociale en lien avec la consommation d’alcool ou de drogues au volant et sur l’usage des GSM et autres écrans pendant la conduite. … ».  Enfin, le Plan fédéral de Sécurité routière 2021-2025[[3]](#footnote-3)3 a fixé l’objectif de « rendre les comportements à risque socialement inacceptables ». A cette fin, le Plan prévoit de renforcer la lutte contre la conduite sous influence : « ce phénomène reste l’un des points noirs de l’insécurité routière en Belgique. La conduite sous influence de drogue ou d’alcool reste bien au-dessus de la moyenne européenne. Surtout, il persiste en Belgique une tolérance sociale bien trop élevée par rapport à ces comportements dangereux ». En ce qui concerne la conduite sous l’influence de l’alcool, le Plan fédéral veut renforcer les sanctions : « Une grande majorité des constats de conduite sous l'influence de l'alcool concerne des taux d'alcool bien supérieurs à la limite légale. Contrairement aux autres pays européens, la Belgique traite encore trop souvent ces infractions avec de simples amendes. Manifestement ce système ne suffit pas à faire passer le message. Pour renforcer le signal, nous examinerons de manière prioritaire, avec les autorités compétentes, quelles sanctions complémentaires peuvent amener à un réel changement de comportement. »  Ce changement de comportement est nécessaire en raison du risque accru d'accident en fonction du degré d'intoxication alcoolique. Selon la récente 'Factsheet' de SWOV[[4]](#footnote-4)4" Conduite sous l'emprise de l'alcool " de juin 2021[[5]](#footnote-5)5, à 1,0 pour mille de taux d’alcool dans le sang le risque est presque quatre fois plus élevé, et à 1,5 pour mille plus de 20 fois.  L'objectif poursuivi est donc d'abaisser graduellement le seuil de retrait immédiat du permis de conduire.  L'article 55 de la loi relative à la police de la circulation routière permet au procureur du Roi de retirer immédiatement le permis de conduire à partir de 0,35mg/l d’air alvéolaire expiré pour une durée de 15 jours. Jusqu’à ce jour, la présente circulaire indiquait que le retrait immédiat devait être opéré par défaut à partir de 0,65mg/l d’air alvéolaire expiré (cf. 1,5 pour mille) et seulement dès 0,8 pour mille si le conducteur a manifesté un “comportement dangereux” (ce qui est rarement constaté). Afin de renforcer la lutte contre l'alcool au volant tout en maintenant une charge de travail supportable pour les parquets et les tribunaux, nous voulons abaisser progressivement ce seuil et dans un premier temps le faire descendre de 0,65 mg/l à 0,50 mg/l d’air alvéolaire expiré (cf. 1,2 pour mille). A cette fin, la circulaire est modifiée en page 3, point 1.b. (0,65 mg/l est remplacé par 0,50 mg/l).  La Belgique se distingue des autres pays européens à ne prévoir en principe que des amendes dans sa législation pour les infractions d’alcool jusqu’à 1,5 pour mille, sans que le permis de conduire soit retiré immédiatement (sauf en cas de récidive). Concrètement, nous voulons abaisser ce seuil afin que le retrait d'un permis de conduire soit systématisé à partir d'un seuil inférieur, ce qui est de nature à favoriser directement la sécurité routière.      **TABLE DES MATIÈRES**  **I. GÉNÉRALITÉS**  A. Portée  B. Fondement légal  C. Objectif  **II. FAITS POUVANT DONNER LIEU AU RETRAIT IMMEDIAT DE PERMIS DE CONDUIRE OU DU TITRE QUI EN TIENT LIEU**  1. Conduite sous l’influence de l’alcool ou d’autres substances  2. Délit de fuite  3. Accident de la circulation imputable à une faute grave  4. Conduite en dépit d’une déchance du droit de conduire  5. Infractions mentionnées dans les arrêtés d’exécution  6. Entrave à la recherche et à la constatation des infractions  7. Ethylotest antidémarrage  **III. COMPETENCES**  **IV. INSTRUCTIONS DESTINEES AUX SERVICES DE POLICE**  **A. Conditions de retrait de permis de conduire**  1. Conduite sous l’influence de l’alcool ou d’autres substances  2. Le dépassement de la vitesse maximale autorisée  3. Dans les autres cas, mentionnés sous la rubrique II, et dans celui où la personne impliquée bénéficie d’un privilège de juridiction  **B. Procédure**  1. Le retrait de permis de conduire  2. Immobilisation du véhicule  3. La rédaction du procès-verbal  **V. INSTRUCTIONS DESTINÉES AUX PARQUETS**    **A. Compétence**  **B. Critères qui guident la décision**  1. Principe  2. Dérogations  **C. Durée du retrait**  1. Restitution avant l’expiration du délai de 15 jours  2. Restitution après l’expiration du délai de 15 jours suite à la prolongation et au renouvellement de la prolongation du retrait  3. Permis de conduire étranger  D. Évaluation  **VI. ENTRÉE EN VIGUEUR**  annexe: 1  **CIRCULAIRE COMMUNE DU MINISTRE DE LA JUSTICE ET DU COLLÈGE DES PROCUREURS GÉNÉRAUX CONTENANT UNE POLITIQUE CRIMINELLE UNIFORME EN MATIÈRE DE RETRAIT IMMÉDIAT DE PERMIS DE CONDUIRE**  Les présentes directives reprennent – en les adaptant – celles du 31 mars 2006 et du 29 septembre 2010 afin de tenir compte des articles 15, 16, 17, 18 et 19 de la loi du 9 mars 2014 modifiant la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation, la loi du 21 juin 1985 relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que ses accessoires de sécurité et la loi du 21 novembre 1989 relative à l’assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs[[6]](#footnote-6)6.  **I. GÉNÉRALITÉS**  A. Portée  La présente circulaire commune a pour objectif d'uniformiser, pour les services de police, les cas dans lesquels le procureur du Roi doit être consulté en vue d’un retrait immédiat éventuel de permis de conduire ou du titre qui en tient lieu.  Elle vise à uniformiser les pratiques des magistrats des parquets dans le cadre des décisions de retrait de permis de conduire ou du titre qui en tient lieu, ainsi que la durée de celui-ci.  Elle ne concerne dès lors pas la retenue d’office du permis de conduire en vue d’une interdiction de conduire temporaire en application des articles 59, 60, 61 et 61ter de la loi relative à la police de la circulation routière.  Toutefois, il semble utile de rappeler que l’interdiction de conduire ordonnée par les agents de l’autorité visés à l’article 59, § 1er, de la loi relative à la police de la circulation routière implique une interdiction de conduire un véhicule ou une monture quelconque ou d’accompagner une personne en vue de l’apprentissage, alors que le retrait immédiat du permis de conduire a uniquement pour conséquence que le suspect ne peut conduire aucun véhicule, pour lequel il doit être titulaire d’un permis de conduire, ou ne peut accompagner aucune personne en vue de l’apprentissage.  De même, il est indiqué de souligner que le retrait immédiat du permis de conduire conformément à l’article 55 de la loi relative à la police de la circulation routière ne lève pas l’interdiction de conduire ordonnée en vertu des articles 60, 61 et 61ter de ladite loi.  B. Fondement légal  La matière est réglée par les articles 55, 55bis et 56 de la loi relative à la police de la circulation routière coordonnée par l’arrêté royal du 16 mars 1968.  Conformément à l’article 56 de la loi relative à la police de la circulation routière, modifié par l’article 16 de la loi du 9 mars 2014 précitée, le permis immédiatement retiré doit être restitué par le ministère public compétent :   * après quinze jours, sauf si le tribunal de police a prolongé le délai; * après expiration du délai prolongé par le tribunal de police; * lorsque le juge ne prononce aucune déchéance du droit de conduire; * lorsque le titulaire d'un permis de conduire étranger, qui ne répond pas aux conditions fixées par le Roi pour pouvoir obtenir un permis de conduire belge, quitte le territoire.   L’article 55bis permet au procureur du Roi de requérir devant le tribunal de police une ordonnance de prolongation de trois mois maximum, ainsi qu’un renouvellement de cette prolongation.  C. Objectif  Une politique uniforme est souhaitable, en vertu des principes d’égalité et de proportionnalité. Elle exclut ainsi l’arbitraire et renforce la crédibilité de l’action des parquets et des services de police.  De telles directives garantissent un traitement juridique uniforme pour les usagers de la route et créent une situation claire pour les services de police.  Il ne faut cependant pas perdre de vue que l’égalité devant la loi permet et impose même aux magistrats du parquet de tenir compte dans leurs décisions de toutes les circonstances du cas d’espèce ainsi que des antécédents éventuels de l’intéressé.  Des dérogations à la présente circulaire peuvent donc être appliquées en fonction de tels éléments et, en principe, dans les conditions précisées sous le point V.B.2. Elles doivent cependant être motivées.  Il convient de rappeler que le retrait immédiat de permis de conduire, a fortiori sa prolongation et le renouvellement de cette prolongation, constitue une mesure par définition exceptionnelle et que le fait qu’elle ne soit pas prévue dans un certain nombre de cas ne saurait être interprété comme signe d’une quelconque impunité.  II Faits pouvant donner lieu au retrait immédiat de permis de conduire ou du titre qui en tient lieu  1. Conduite sous l’influence de l’alcool ou d’autres substances[[7]](#footnote-7)7  1.a. Si le conducteur ou la personne qui l’accompagne en vue de l’apprentissage se trouve apparemment dans la situation mentionnée à l’article 34, §2 de la loi relative à la police de la circulation routière, à savoir s’il présente des signes d’imprégnation alcoolique d’au moins 0,35 mg/l d’air alvéolaire expiré, avec la circonstance particulière d’une conduite compromettant la sécurité routière;  1.b. Si le conducteur ou la personne qui l’accompagne en vue de l’apprentissage :   * soit est en état d’ivresse; * soit présente, après analyse de l’haleine, ou s’il ne peut y être procédé après un test de l’haleine, un taux d’imprégnation alcoolique d’au moins 0,50 mg/l d’air alvéolaire expiré; * soit donne des signes évidents d'imprégnation alcoolique au cas où, pour une raison autre que le refus, il ne peut être procédé ni au test de l'haleine, ni à l'analyse de l'haleine ; * soit a remis un test salivaire qui révèle la présence d’une des substances mentionnées à l’article 61bis, §2, de la loi relative à la police de la circulation routière[[8]](#footnote-8)8.   1.c. Si le conducteur ou la personne qui l’accompagne en vue de l’apprentissage refuse, sans motif légitime, de subir un test d’haleine, une analyse d’haleine ou un prélèvement sanguin;  1.d. Si le conducteur ou la personne qui l’accompagne en vue de l’apprentissage refuse, sans motif légitime, de subir   * le test salivaire prévu à l'article 61bis, §1er de la loi relative à la police de la circulation routière; * le prélèvement sanguin prévu à l’article 63, §1er, 3° et 4°, de la loi relative à la police de la circulation routière.   2. Délit de fuite  Si le conducteur prend la fuite pour échapper aux constatations utiles:   * soit en cas d’accident de circulation ayant entraîné pour autrui des blessures ou la mort ; * soit en cas de conduite en état d’ivresse à la suite de l’usage d’alcool, de drogues ou de médicaments; * soit si le conducteur ou la personne qui l’accompagne en vue de l’apprentissage se trouve dans la situation mentionnée à l’article 34, §2 de la loi relative à la police de la circulation routière, à savoir s’il présente une imprégnation alcoolique d’au moins 0,35 mg/l d’air alvéolaire expiré;   3. Accident de la circulation imputable à une faute grave  Si l’accident de la circulation, apparemment imputable à une faute grave du conducteur, a entraîné pour autrui des blessures graves ou la mort.  Les "fautes graves" résultant d’une conduite compromettant la sécurité routière s’apprécient sur base de circonstances de fait et plus particulièrement en fonction des critères intrinsèques ou extrinsèques à l’accident:   * Exemples de critères intrinsèques à l’accident:   a) éléments propres aux circonstances de l’accident:   * + nature et gravité de l’infraction;   + lieu : type de voirie, carrefour, agglomération, abords d’écoles;   + moment : jour de semaine, week-end, jour, nuit;   + densité de circulation : néant, circulation dense, heure de pointe;   + conditions atmosphériques : pluie violente, brouillard, neige, verglas, vent violent.   b) éléments propres au conducteur:   * style de conduite, plus précisément la mise en danger manifeste de soi-même ou d’autres usagers de la route; * état physique ou psychique.   c) éléments propres au véhicule:   * état technique. * Exemples de critères extrinsèques à l’accident, mais qui peuvent être importants pour l’appréciation du magistrat:   a) éléments propres au conducteur:   * âge, conduite; * état de récidive, dans la mesure où le verbalisant peut en avoir connaissance.   b) éléments propres au véhicule:   * défaut d’assurance; * défaut d’immatriculation; * véhicule volé; * non-conformité à la réglementation relative au contrôle technique.   4. Conduite en dépit d’une déchéance du droit de conduire  Si le conducteur ou la personne qui l’accompagne en vue de l’apprentissage est déchu du droit de conduire un véhicule à moteur de la catégorie du véhicule qu’il utilise, pour autant que cette personne soit encore en possession du permis de conduire ou du titre qui en tient lieu et a omis de le remettre au greffe.  5. Infractions mentionnées dans les arrêtés d’exécution  Si le conducteur a commis une des infractions aux règlements pris en exécution de la loi relative à la police de la circulation routière, décrites ci-après:  5.a. Le dépassement de la vitesse maximale autorisée:  - dans une agglomération, une zone 30, aux abords d'écoles, dans une zone résidentielle ou une zone de rencontre:   1. de plus de 20 km/h pour les véhicules et les trains de véhicules d’une MMA supérieure à 7,5 tonnes, les autobus et les autocars; 2. de plus de 30 km/h pour les autres véhicules.   - sur les autres routes:   1. de plus de 30 km/h pour les véhicules et les trains de véhicules d’une MMA supérieure à 7,5 tonnes, les autobus et les autocars;   de plus de 40 km/h pour les autres véhicules.   * ou, quel que soit le type de route, lorsque les conditions atmosphériques sont extrêmement défavorables et que la visibilité est réduite à moins de 100 mètres, à savoir en cas de brouillard ou de chute de neige, de même qu’en cas de forte pluie:  1. dans une agglomération, une zone 30, aux abord d’écoles, dans une zone résidentielle ou une zone de rencontre: de plus de 20 km/h pour tous les véhicules; 2. sur les autres routes: de plus de 30 km/h pour tous les véhicules.   Pour calculer la vitesse à prendre en compte, il convient bien entendu de tenir compte de la marge de correction purement technique, reprise dans la circulaire "Vitesse".  La vitesse maximale autorisée dépend aussi de la nature du véhicule.  5.b. Les infractions du quatrième degré à l’arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l’usage de la voie publique, indiquées conformément à l’article 4 de l’arrêté royal du 30 septembre 2005, reprises au tableau ci-annexé.  5.c. Les infractions du deuxième ou du troisième degré, dans la mesure où un ou plusieurs usagers de la route ont été mis en danger ou dans la mesure où l’infraction a été commise dans des circonstances dangereuses.  Il est renvoyé en particulier aux dispositions suivantes du règlement général sur la police de la circulation routière et de l’usage de la voie publique:  Article 2.2°, alinéa 1er de l’A.R. du 30.09.2005 (article 8.3 de l’A.R. du 1er décembre 1975): «Tout conducteur doit être en état de conduire, présenter les qualités physiques requises et posséder les connaissances et l’habilité nécessaires.»  Le magistrat de parquet doit être informé lorsque l’infraction résulte d’une incapacité physique ou psychique du conducteur le rendant inapte à la conduite pour une longue période.  Article 3.36° de l’A.R. du 30.09.2005 (article 61.1.1° et 62ter, alinéa 2.1° de l’A.R. du 1er décembre 1975): ‘lors du feu rouge, avoir franchi la ligne d’arrêt ou, à défaut de ligne d’arrêt, avoir transgressé le feu rouge même’.  6. Entrave à la recherche et à la constatation des infractions  La détention de tout équipement ou de tout autre moyen entravant ou empêchant la constatation d’infractions à la loi et aux règlements sur la police de la circulation routière, ou permettant de détecter les appareils fonctionnant automatiquement visés à l’article 62 (article 62bis de la loi relative à la police de la circulation routière).  7. Ethylotest antidémarrage  Si la validité du permis de conduire du conducteur a été limitée aux véhicules à moteur équipés d’un éthylotest antidémarrage et que le conducteur conduit un véhicule à moteur non équipé d’un tel dispositif ou ne remplit pas les conditions du programme d’encadrement.  III. COMPETENCES  La compétence d’ordonner le retrait de permis de conduire est aujourd’hui partagée entre les fonctionnaires de police et le procureur du Roi, le cas échéant le procureur général.  L’octroi de cette compétence au fonctionnaire de police, officier de police judiciaire est justifiée par le souci de décharger les services de police et les magistrats de parquets de garde d’une procédure d’avis lourde et fastidieuse lorsque essentiellement les infractions sont constatées objectivement par des instruments de mesure[[9]](#footnote-9)9.  IV. INSTRUCTIONS DESTINEES AUX SERVICES DE POLICE  A. CONDITIONS DE RETRAIT DE PERMIS DE CONDUIRE  Hormis la circonstance où la personne impliquée jouit d’un privilège de juridiction (article 55 § 1er, alinéa 3 LPCR, articles 479 et 483 du Code d’instruction criminelle), et les hypothèses qui auraient fait l’objet d’une concertation préalable avec le procureur du Roi et de directives particulières de celui-ci, ou l’exception visée sous V.B.2, le retrait de permis de conduire est ordonné par un officier de police judiciaire dans les cas suivants :  1.Conduite sous l’influence de l’alcool ou d’autres substances  1.a. si le conducteur ou la personne qui l’accompagne en vue de l’apprentissage :   * soit présente, après analyse de l’haleine, ou s’il ne peut y être procédé après un test de l’haleine, un taux d’imprégnation alcoolique d’au moins 0,50 mg/l d’air alvéolaire expiré; * soit a remis un test salivaire qui révèle la présence d’une des substances visées à l’article 37bis, § 1er, 1° de la loi relative à la police de la circulation routière à un taux égal ou supérieur à celui fixé dans le tableau de l’article 61bis, § 2, 2° de la même loi.   1.b. si le conducteur ou la personne qui l’accompagne en vue de l’apprentissage :   * refuse sans motif légitime de subir un test d’haleine ou une analyse de l’haleine (ou un prélevement sanguin); * refuse sans motif légitime le test salivaire ou l’analyse de salive (ou un prélèvement sanguin prévu à l’article 63 § 1, 3° et 4° de la LPCR);   2. Le dépassement de la vitesse maximale autorisée:  2.a. dans une agglomération, une zone 30, aux abords d'écoles, dans une zone résidentielle ou une zone de rencontre:   * de plus de 20 km/h pour les véhicules et les trains de véhicules d’une MMA supérieure à 7,5 tonnes, les autobus et les autocars; * de plus de 30 km/h pour les autres véhicules.   2.b. sur les autres routes:   * de plus de 30 km/h pour les véhicules et les trains de véhicules d’une MMA supérieure à 7,5 tonnes, les autobus et les autocars; * de plus de 40 km/h pour les autres véhicules.   3. Dans les autres cas, mentionnés sous la rubrique II, et dans celui où la personne impliquée bénéficie d’un privilège de juridiction  (article 55 § 1er, alinéa 3 LPCR, articles 479 et 483 du Code d’instruction criminelle), le fonctionnaire de police doit obligatoirement avertir le procureur du Roi, en pratique le magistrat de garde ou de service de nuit, en vue de procéder au retrait immédiat du permis de conduire, qui agira conformément à la COL 3/2012 concernant le privilège de jurisdiction[[10]](#footnote-10)10.  L’avis au parquet relatif à l’infraction constatée, aux circonstances dans lesquelles elle a été commise et à ses conséquences éventuelles doit être objectif et aussi complet que possible. Il en est de même en ce qui concerne les circonstances professionnelles ou familiales que le contrevenant invoque pour expliquer les faits commis ou qu’il invoque à propos des conséquences d’une décision de retrait de permis de conduire.  B. Procédure  1. Le retrait de permis de conduire  a) Le retrait en soi  Après que le retrait ait été ordonné, le fonctionnaire de police invite le contrevenant à lui remettre son permis de conduire ou le titre qui en tient lieu.  b) Saisie  En cas de refus du contrevenant de remettre son permis, le fonctionnaire de police en avise le magistrat. Si celui-ci en ordonne la saisie, le fonctionnaire de police saisit le permis de conduire ou le titre qui en tient lieu.  c) Notification  Le fonctionnaire de police doit communiquer au contrevenant l’office du procureur du Roi (sans mention du nom du magistrat) et l’adresse du parquet ou du greffe où le permis de conduire retiré est déposé ou du service de police auquel il sera remis.  Il informe le contrevenant de la faculté de demander la restitution de son permis de conduire en adressant une requête au procureur du Roi ou, le cas échéant, au procureur général  Si le fonctionnaire de police connaît le numéro du procès-verbal, il en informe l’intéressé.  Le fonctionnaire de police doit remettre au titulaire d’un permis de conduire étranger faisant l’objet d’un retrait immédiat, une attestation mentionnant la décision de retrait et l’adresse du parquet ou du greffe où le permis pourra lui être restitué.  Par cette attestation, l’intéressé sera également informé du fait que, s’il quitte le territoire belge avant l’expiration de la durée du retrait, le permis étranger lui sera restitué lorsque le parquet recevra un document émanant d’une autorité diplomatique, consulaire ou administrative étrangère ou d’un service de police étranger attestant qu’il a effectivement quitté le territoire belge.  d) Cas particulier de la conduite en dépit de la déchéance du droit de conduire  Si, lors du retrait du permis de conduire, il est constaté que le contrevenant est toujours en possession de son titre alors qu’il est déchu du droit de conduire, ce titre est immédiatement saisi et transmis directement au greffe compétent en vue de l’exécution de la déchéance. L’adresse du greffe est communiquée à l’intéressé.  2. Immobilisation du véhicule  En vertu de l’article 58bis, § 1er alinéa 3 nouveau de la LPCR (article 19, 3° de la loi du 9 mars 2014 précitée, l’officier de police judiciaire qui a ordonné le retrait immédiat de permis de conduire en vertu de l’article 55, § 2, nouveau LPCR dispose comme corrolaire de la compétence d’ordonner l’immobilisation du véhicule comme mesure de sûreté.  En revanche le pouvoir d’y mettre fin appartient au procureur du Roi ou, le cas échéant, au procureur général.  A la question du président de la Commission de l’Infrastructure, des Communications et des Entreprises publiques, de la Chambre des représentants qui s’enquérait des *« circonstances dans lesquelles l’officier de police judiciaire concerné prononcerait une telle immobilisation »* le secrétaire d’Etat a répondu *« qu’il en sera ainsi lorsque le conducteur ne peut en aucun cas poursuivre sa route. Il y a lieu de distinguer cette situation du cas où, après le retrait du permis de conduire, un membre de la famille ou un ami, par exemple, vient sur place pour emmener le véhicule »[[11]](#footnote-11)11*.  3. La rédaction du procès-verbal  a) Contenu  Le procès-verbal doit être objectif et complet. Il précise notamment la nature de l’infraction, les circonstances dans lesquelles celle-ci a été commise, ainsi que ses conséquences éventuelles, de même que les circonstances professionnelles ou familiales particulières sur lesquelles le contrevenant se fonde pour expliquer les faits commis ou qu’il invoque à propos des conséquences qu’entraînerait pour lui une décision de retrait de permis de conduire.  b) Délai  Le permis de conduire retiré ou le titre qui en tient lieu doit, en fonction des directives fixées par le procureur du Roi :   * soit parvenir au parquet compétent avec le procès-verbal constatant l’infraction ; * soit être conservé auprès du service de police qui a opéré le retrait immédiat.   Si possible et sauf instruction contraire du magistrat, le procès-verbal constatant l’infraction sera transmis au parquet au plus tard le premier jour ouvrable suivant la constatation des faits. A défaut, celui-ci sera transmis dans les plus brefs délais et au plus tard dans les cinq jours ouvrables.  Toutefois, dans l’hypothèse d’un retrait ordonné directement par un officier de police judiciaire, Le procès-verbal de la décision sera transmis immédiatement au ministère public, accompagné des déclarations du titulaire du permis de conduire.  c) Prolongation du retrait de permis de conduire par procès-verbal  Pour la rédaction d’un procès-verbal en vue de la prolongation du retrait de permis de conduire, il est renvoyé à la rubrique V.C.2.c).  V. INSTRUCTIONS DESTINEES AUX PARQUETS  A. Compétence  Le magistrat compétent pour décider du retrait immédiat de permis de conduire est   * soit le procureur du Roi; * soit le procureur général près la Cour d’appel, s’il s’agit de personnes jouissant d’un privilège de juridiction.   B. Critères qui guident la décision  1. Principe  Dans tous les cas donnant lieu à un avis au ministère public en application du point IV.A.3, le magistrat avisé décide en principe d’ordonner le retrait immédiat du permis de conduire ou du titre qui en tient lieu si les critères y décrits sont réunis et suffisamment établis.  2. Exception  Il est déconseillé d’ordonner un retrait immédiat du permis de conduire lorsque le contrevenant est un cycliste, sauf en cas d’accident impliquant des tiers imputable au cycliste.    3. Dérogations dans des circonstances exceptionnelles  Dans des circonstances exceptionnelles propres à l’affaire, le magistrat peut déroger à ces critères:   1. en ordonnant le retrait de permis dans les cas visés par la loi mais non définis dans la présente circulaire commune, entre autres en fonction des antécédents de l’intéressé; 2. en n’ordonnant pas le retrait de permis:  * soit en raison de circonstances particulières ayant précédé les faits ou concomitantes à ceux-ci; * soit parce que les conséquences professionnelles ou familiales d’un retrait immédiat apparaissent disproportionnées par rapport à l’infraction commise.   Ces dérogations doivent toujours être motivées.  Il faut toujours tenir compte des antécédents connus de l’intéressé et de la nature dangereuse de son comportement pour la sécurité des autres usagers de la route.  C. Durée du retrait  Conformément à l’article 56 de la loi relative à la police de la circulation routière, la décision de retrait immédiat prise par le magistrat de service a pour conséquence que le permis est en principe retiré pour une durée de 15 jours.  1. Restitution avant l’expiration du délai de 15 jours  En vertu de l’article 56, alinéa 1er de la loi relative à la police de la circulation routière, le permis de conduire ou le titre qui en tient lieu peut être restitué par le ministère public qui en a ordonné le retrait ou le ministère public compétent en cas d’application de l’article 55, § 2 LPCR, soit d’office, soit à la demande du titulaire.  En conséquence, en l'absence de circonstances exceptionnelles, le permis de conduire sera restitué à l'expiration du délai de quinze jours.  La restitution de ce document, avant ce délai, ne pourra avoir lieu que:   * soit sur la base d’éléments nouveaux ou inconnus au moment de la décision initiale, eu égard aux critères qui ont guidé cette décision; * soit si les conséquences familiales ou professionnelles du maintien du retrait pendant une période de quinze jours apparaissent disproportionnées au regard de l’infraction commise; * soit si l’analyse sanguine visée à l’article 63, §1er de la loi relative à la police de la circulation routière ne révèle pas une imprégnation alcoolique de plus de 0,65 mg/l d’air alvéolaire expiré ou de plus de 1,50 g/l de sang ou ne révèle pas une imprégnation alcollique de plus de 0,35 mg/l d’air alvéolaire expiré ou de plus de 0,8 g/l de sang, avec la circonstance particulière d’une conduite compromettant la sécurité routière ou qu’elle ne révèle pas la présence dans le corps d’autres substances que l’alcool qui influencent la conduite (à comparer avec la rubrique II.1.b.).   2. Restitution après l’expiration du délai de 15 jours suite à la prolongation et au renouvellement de la prolongation du retrait  a) Généralités  Le ministère public demande une prolongation (et éventuellement un renouvellement de celle-ci) du retrait du chef des infractions qui constituent un danger particulier pour la sécurité du conducteur lui-même ou celle d’autres usagers de la route.  Ce danger peut ressortir:   * de la nature de l’infraction en tant que telle (absence prolongée des qualités physiques requises, des connaissances et de l’ habilité nécessaires); * et/ou d’une récidive (légale ou de fait), qui rend très vraisemblable la réitération future de la situation à risques, ce qui peut notamment ressortir des antécédents du contrevenant.   La demande de prolongation est une décision d’opportunité du ministère public.  L’ordonnance du tribunal de police n’est susceptible que d’opposition par le prévenu.  Aucun appel n’est possible.  Aucun appel n’est possible.  La décision du tribunal de police ne lie aucunement le juge du fond.  Par prudence, il convient, dans la mesure du possible, de confier le traitement de l’affaire quant au fond à un siège différemment composé de celui qui a statué sur la prolongation du retrait du permis de conduire.  b) Procédure ordinaire de demande de prolongation   * la demande est introduite par citation. * il y a lieu de respecter un délai de sept jours au minimum entre la citation et l’audience.   Quoique le texte de l’article 55bis de la loi relative à la police de la circulation routière ne le mentionne pas explicitement, ce délai doit être lu à la lumière de l’article 146 du Code d’instruction criminelle. Le délai qui y est mentionné est réduit dans cette procédure de dix à sept jours.  Ceci ressort implicitement du troisième alinéa de l’article 55bis, §1er de la loi relative à la police de la circulation routière qui stipule explicitement que l’article 146, deuxième et troisième alinéas du Code d’instruction criminelle est d’application.  Le deuxième alinéa de ce dernier article dispose: «Néanmoins, cette nullité ne pourra être proposée qu’à la première audience et avant toute exception ou défense». Le nouveau texte légal de l’article 55bis de la loi relative à la police de la circulation routière ne mentionne cependant aucune quelconque nullité, tandis que l’article 145, premier alinéa du Code d’instruction criminelle contient explicitement une telle mention.  En outre, l’article 55bis de la loi relative à la police de la circulation routière ne prévoit aucune disposition permettant une dérogation à l’article 55 du Code judiciaire ni à l’article 146 du Code d’instruction criminelle de sorte que, le cas échéant, ce délai de sept jours serait prolongé à raison de la distance.  A défaut d’une quelconque disposition dérogatoire, il est donc (presque) impossible de citer valablement des personnes qui habitent à l’étranger ou qui y ont leur résidence fixe, en vue d’une prolongation du retrait de permis de conduire. Pour ces personnes, la prolongation du retrait de permis de conduire sera requise (dans des cas particulièrement rares) par procès-verbal («ordre de citer»), conformément à l’article 55bis, §4 de la loi relative à la police de la circulation routière (voir rubrique c) infra).  De plus, le délai de citation peut être réduit et l’intéressé peut être cité à comparaître le jour même à une heure déterminée en vertu d’une cédule décernée par le juge de police conformément aux articles 55bis, §1er de la loi relative à la circulation routière et 146, troisième alinéa du Code d’instruction criminelle.  Sous réserve des autres dispositions légales, la citation doit également mentionner les faits mis à charge de la personne citée, à ce stade de l’instruction.  Le tribunal doit statuer en audience publique dans les quinze jours suivant la décision de retrait de permis de conduire.  Les procureurs du Roi attireront l’attention des juridictions sur cette disposition contraignante. En cas de non-respect de cette disposition, le permis de conduire doit être restitué après l’expiration d’un délai de quinze jours après le retrait.  c) Prolongation du retrait de permis de conduire introduite par procès-verbal  Procédure   * Le procureur du Roi peut remettre au prévenu un «ordre de citer» à comparaître devant le tribunal de police (ou correctionnel). Cet «ordre de citer» vaut citation afin de prolonger le retrait de permis de conduire d’une période de trois mois au maximum. * L’ «ordre de citer» énonce les faits qui sont mis à charge du prévenu, le lieu, la date et l’heure de l’audience du tribunal. * Le procureur du Roi informe le prévenu qu’il a le droit de choisir un avocat. * Cette notification et cette communication sont mentionnées dans un procès-verbal. Copie de celui-ci est remise au prévenu. * Le procureur du Roi peut déléguer cet «ordre de citer» à un officier de police judiciaire. L’officier de police judiciaire acte dans son procès-verbal sa délégation et l’accomplissement de sa mission. * La notification est faite au même moment que le retrait ou la saisie du permis de conduire. * Le délai entre la notification de «l’ordre de citer» et la date de la comparution est de maximum quinze jours.   Cas dans lesquels cette procédure est appliquée  Cette procédure n’est recommandée qu’exceptionnellement et notamment lorsque le ministère public dispose, dès qu’il est averti par la police, de suffisamment d’éléments permettant de décider de la demande de prolongation du retrait de permis de conduire et qu’en outre:   * le conducteur n’a pas de domicile ni de résidence fixe en Belgique (clandestins, personnes radiées des registres de la population).   Cette mesure ne s’applique pas aux personnes dont le permis de conduire a été émis à l’étranger et qui y sont domiciliées. *En effet, de tels permis de conduire doivent être restitués à leurs titulaires légitimes lorsque ceux-ci quittent le royaume.*   * de préférence en cas de contrôles de grande envergure, faisant l’objet d’accords préalables entre le parquet et la police.   *Les magistrats de garde du parquet devront être informés, par le magistrat qui s’est concerté avec le tribunal (de police), de la date à laquelle un contrevenant peut comparaître devant le tribunal de police.*  Obligations imposées aux rédacteurs des procès-verbaux  Les personnes qui rédigeront les procès-verbaux indiqueront en ROUGE dans la marge de la page «procédure en prolongation du retrait de permis de conduire par procès-verbal».  Obligations imposées au secrétariat du parquet  Le secrétariat du parquet doit immédiatement envoyer une copie du procès-verbal au greffe. Le procureur du Roi attirera l’attention du greffe sur la date à laquelle cette affaire est fixée.  d) La procédure en renouvellement de la prolongation du retrait de permis de conduire  Le procureur du Roi peut requérir, auprès du tribunal de police, une ordonnance de renouvellement de la prolongation de retrait de permis de conduire du prévenu pour une durée de trois mois maximum.  La citation a lieu au plus tard quinze jours avant l’expiration du délai fixé par la première ordonnance ayant prolongé le retrait. En principe, un délai d’au moins sept jours doit exister entre la signification de la citation en vue du renouvellement et l’audience.  La citation énonce les faits initiaux ayant donné lieu au retrait, la référence de l’ordonnance ayant prolongé le retrait, les motifs de la demande de renouvellement et les autres mentions légales.  L’ordonnance n’est susceptible d’aucun appel, mais est susceptible d’opposition.  Cette procédure n’est recommandée que, si par sa participation ultérieure à la circulation, le prévenu met gravement en danger sa sécurité ou celle des autres usagers de la route. Ceci sera le cas en particulier lorsqu’il ne présente pas, de façon prolongée ou définitive, les qualités physiques requises et les connaissances ou l’habilité nécessaires. Dans ce cas il est souhaitable de citer le prévenu sur le fond devant le tribunal, pendant la période durant laquelle son permis de conduire lui est retiré.  e) Possibilité de citer au fond et en renouvellement de la prolongation de retrait de permis de conduire  Il y a lieu de citer dans un même acte et de prévoir qu’il sera statué subsidiairement quant à la requête de renouvellement.  Lorsqu’une affaire au fond est remise ou qu’un délibéré est reporté, le juge ne statue que sur le renouvellement, en attendant l’examen de l’affaire au fond ou le jugement.  3. Permis de conduire étranger  En vertu de l’article 56, alinéa 2, 3° de la loi relative à la police de la circulation routière, le permis doit être restitué au titulaire d’un permis de conduire étranger, qui ne répond pas aux conditions fixées par le Roi pour pouvoir obtenir un permis de conduire belge, lorsqu’il quitte le territoire belge.  Vu l’impossibilité matérielle de restituer le permis de conduire au moment du franchissement de la frontière, le permis lui sera renvoyé lorsque le greffe recevra un document émanant d’une autorité diplomatique, consulaire ou administrative étrangère ou d’un service de police étranger attestant que l’intéressé a effectivement quitté le territoire belge.  Le permis de conduire pourra lui être restitué via l’autorité diplomatique, consulaire ou administrative lorsqu’il aura quitté le territoire. Le document pourra également lui être envoyé par lettre recommandée à son domicile ou sa résidence, dont il aura fait mention lors de son audition.  D. Évaluation  La présente circulaire sera évaluée à la demande du ministre de la Justice ou du Collège des procureurs généraux.  Il est dès lors recommandé de relever toutes les remarques relatives à son application.  VI. ENTRÉE EN VIGUEUR  La présente circulaire entre en vigueur le 1er juin 2023. | BELANGRIJKE INFORMATIE BETREFFENDE DEZE TEKSTVERSIE  Deze omzendbrief wordt opnieuw geactualiseerd (oktober 2022) in het licht van de strijd tegen rijden onder invloed van alcohol.  De wijzigingen zullen in geel aangegeven worden  In het Nationaal Veiligheidsplan 2022-2025 zijn vijftien veiligheidsfenomenen geselecteerd waarvoor acties moeten worden ondernomen in het kader van de basis-, de gespecialiseerde en/of de geïntegreerde politiewerking, waaronder verkeersveiligheid[[12]](#footnote-12)1.  Een van de belangrijkste uitdagingen van het Plan op dit gebied is het bestrijden van de "verkeerskillers". Daartoe wordt in het Nationaal Plan opgeroepen om bijzondere aandacht te scheneken aan het rijden onder invloed in het raam van de politiecontroles.  In de Kadernota Integrale Veiligheid 2022-2024 zijn zes veiligheidsbelangen geformuleerd, waaronder maatschappelijke veiligheid, die ook verkeersveiligheid omvat[[13]](#footnote-13)2 . Het actief inzetten op het opsporen van rijden onder invloed van alcohol is een van de initiatieven die moeten worden genomen om de verkeersveiligheid te verbeteren en het aantal gewonden en doden op onze wegen aanzienlijk te verminderen.  De Kadernota onderstreept ook dat de focus moet worden gelegd op "... de veranderende sociale norm met betrekking tot alcohol- en drugsgebruik achter het stuur en het gebruik van gsm en andere schermen tijdens het rijden. …”.  Ten slotte heeft het Federaal Plan voor Verkeersveiligheid 2021-2025[[14]](#footnote-14)3 als doel gesteld "risicogedrag sociaal onaanvaardbaar te maken". Daartoe voorziet het plan in de versterking van de strijd tegen rijden onder invloed: "dit verschijnsel blijft een van de zwarte punten in de verkeersveiligheid in België. Rijden onder invloed van drugs of alcohol blijft ver boven het Europese gemiddelde. Bovenal blijft de sociale norm ten opzichte van dit gevaarlijke gedrag in België nog veel te tolerant.” Het Federaal Plan wil de sancties voor het rijden onder invloed van alcohol verhogen: “Een grote meerderheid van de vaststellingen van rijden onder invloed van alcohol betreft alcoholpercentages die ruim boven de wettelijke limiet liggen. In tegenstelling tot andere Europese landen worden deze overtredingen in België nog te vaak afgedaan met eenvoudige boetes. Dit systeem blijkt geen voldoende duidelijke boodschap te zenden. Om het signaal te versterken, zullen wij samen met de bevoegde autoriteiten prioritair nagaan welke aanvullende sancties tot een echte gedragswijziging kunnen leiden.”  Deze gedragswijziging is noodzakelijk omwille van het verhoogde risico op een ongeval bij een hogere alcoholintoxicatie. Volgens de recente Factsheet van SWOV[[15]](#footnote-15)4‘Rijden onder invloed van alcohol’ van juni 2021[[16]](#footnote-16)5 is bij 1,0 promille alcohol in het bloed het risico bijna vier keer zo hoog, en bij 1,5 promille meer dan twintig keer.  Het nagestreefde doel is dus om de drempel voor de onmiddellijke intrekking van het rijbewijs gradueel te laten dalen.  Artikel 55 van de wet betreffende de politie over het wegverkeer geeft de procureur des Konings de mogelijkheid om het rijbewijs onmiddellijk in te trekken vanaf 0,35mg/l uitgeademde alveolaire lucht voor een periode van 15 dagen. Tot nu toe stipuleerde deze omzendbrief dat de onmiddellijke intrekking standaard moest plaatsvinden vanaf 0,65 mg/l uitgeademde alveolaire lucht (cf. 1,5 promille) en slechts vanaf 0,8 promille als de bestuurder "verkeersonveilig gedrag" vertoonde (wat zelden voorkomt). Teneinde de strijd tegen rijden onder invloed van alcohol te versterken en tegelijk de werklast voor de parketten en rechtbanken draaglijk te houden, willen we deze drempel geleidelijk verlagen, in eerste instantie van 0,65 mg/l naar 0,50 mg/l uitgeademde alveolaire lucht (cf. 1,2 promille). De omzendbrief is daartoe aangepast op pagina 3, punt 1.b. (0,65 mg/l is vervangen door 0,50 mg/l).  België onderscheidt zich van andere Europese landen doordat onze wetgeving voor de alcoholovertredingen tot 1,5 promille in principe alleen voorziet in boetes, zonder dat het rijbewijs onmiddellijk wordt ingetrokken (behalve bij recidive). Concreet willen wij deze drempel verlagen, zodat de onmiddellijke intrekking van een rijbewijs systematisch vanaf een lagere drempel plaatsvindt, hetgeen de verkeersveiligheid rechtstreeks ten goede komt.  INHOUDSTAFEL  I. ALGEMEEN  A. Draagwijdte  B. Wettelijke grondslag  C. Doelstelling  II. FEITEN DIE AANLEIDING KUNNEN GEVEN TOT ONMIDDELLIJKE INTREKKING VAN HET RIJBEWIJS OF HET DAARMEE GELIJKGESTELD BEWIJS  1. Rijden onder invloed van alcohol of van andere stoffen  2. Vluchtmisdrijf  3. Verkeersongeval te wijten aan zware fout  4. Rijden spijts verval van het recht to sturen  5. Overtredingen vermeld in de uitvoeringsbesluiten  6. Tegenwerking van de opsporing en van de vaststelling van overtredingen  7. Alcoholslot  III. BEVOEGDHEDEN  IV.ONDERRICHTINGEN VOOR DE POLITIEDIENSTEN  A. Voorwaarden voor de intrekking van het rijbewijs  1. Rijden onder invloed van alcohol of van andere stoffen  2. Overschrijding van de maximaal toegestane snelheid  3. In de overige gevallen vermeld in rubriek II en wanneer het een betrokkene met voorrecht van rechtsmacht betreft  B. Procedure  1. Intrekking van het rijbewijs  2. Immobilisering van het voertuig  3. Opstelling van het proces-verbaal  V. ONDERRICHTINGEN BESTEMD VOOR DE PARKETTEN  A. Bevoegdheid  B. Criteria met betrekking tot de beslissing  1. Principe  2. Afwijking  C. Duur van de intrekking  1. Teruggave vóór het verstrijken van de termijn van 15 dagen  2. Teruggave na het verstrijken van de termijn van 15 dagen ten gevolge van verlenging en hernieuwing van de intrekking  3. Buitenlands rijbewijs  D. Evaluatie  IV. INWERKINGTREDING  bijllage: 1  GEMEENSCHAPPELIJKE OMZENDBRIEF VAN DE MINISTER VAN JUSTITIE EN HET COLLEGE VAN PROCUREURS-GENERAAL HOUDENDE EEN EENVORMIG STRAFRECHTELIJK BELEID INZAKE ONMIDDELLIJKE INTREKKING VAN HET RIJBEWIJS  Onderhavige richtlijnen hernemen die van 31 maart 2006 en 29 september 2010 en passen ze aan, rekening houdende met artikelen 15, 16, 17, 18 en 19 van de wet van 9 maart 2014 tot wijziging van de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, van de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie, van de wet van 21 juni 1985 betreffende de technische eisen waaraan elk voertuig voor vervoer te land, de onderdelen ervan, evenals het veiligheidstoebehoren moeten voldoen en van de wet van 21 november 1989 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen[[17]](#footnote-17)6.  I. ALGEMEEN  A. Draagwijdte  De huidige gemeenschappelijke omzendbrief beoogt voor de politiediensten eenvormigheid te brengen voor de gevallen waarin de procureur des konings moet geraadpleegd worden met het oog op een eventuele onmiddellijke intrekking van het rijbewijs of van het daarmee gelijkgesteld document.  Hij heeft tot doel de werkwijzen voor de magistraten van de parketten inzake de beslissing van intrekking van het rijbewijs of van het daarmee gelijkgesteld document, en de duur ervan meer eenvormig te maken.  Derhalve heeft hij geen betrekking op de ambtshalve inhouding van het rijbewijs met het oog op een tijdelijk verbod tot sturen overeenkomstig de artikelen 59, 60 en 61ter van wet betreffende de politie over het wegverkeer.  Toch lijkt het nuttig eraan te herinneren dat het rijverbod dat bevolen wordt door de overheidsagenten bedoeld in artikel 59 §1 Wegverkeerswet een verbod inhoudt om welk voertuig ook of welk rijdier ook te besturen of een persoon te begeleiden met het oog op scholing, terwijl de onmiddellijke intrekking van het rijbewijs alleen voor gevolg heeft dat de verdachte geen voertuig, waarvoor de verdachte houder moet zijn van een rijbewijs, mag besturen of geen persoon mag begeleiden met het oog op scholing.  Eveneens lijkt het wenselijk er de aandacht op te vestigen dat de onmiddellijke intrekking van het rijbewijs oveeenkomstig artikel 55 Wegverkeerswet het rijverbod bevolen overeenkomstig de artikelen 60, 61 en 61ter Wegverkeerswet niet opheft.  B. Wettelijke grondslag  De materie wordt geregeld door de artikelen 55, 55bis en 56 van de wet betreffende de politie over het wegverkeer gecoördineerd door het koninklijk besluit van 16 maart 1968.  Overeenkomstig het door artikel 16 van de hiervoor vermelde wet van 9 maart 2014 gewijzigde artikel 56 van de wet betreffende de politie over het wegverkeer moet het onmiddellijk ingetrokken rijbewijs teruggegeven worden door het bevoegde openbaar ministerie:   * na vijftien dagen, behalve indien de politierechtbank de termijn heeft verlengd; * na het verstrijken van de door de politierechtbank verlengde termijn; * indien de rechter geen verval van het recht tot sturen uitspreekt; * indien de houder van een buitenlands rijbewijs die niet voldoet aan de door de Koning bepaalde voorwaarden om een Belgisch rijbewijs te kunnen verkrijgen, het grondgebied verlaat.   Door artikel 55bis kan de procureur des konings een beschikking tot verlenging met ten hoogste drie maanden en een hernieuwing van die verlenging vorderen bij de politierechtbank.  C. Doelstelling  Gelet op het gelijkheids- en proportionaliteitsbeginsel is een eenvormig beleid wenselijk. Hierdoor wordt willekeur uitgesloten en de geloofwaardigheid van de werking van de parketten versterkt.  Dergelijke richtlijnen garanderen een eenvormige rechtsbehandeling voor de weggebruikers en scheppen duidelijkheid voor de politiediensten.  Er mag evenwel niet uit het oog worden verloren dat de gelijkheid voor de wet aan de parketmagistraten de mogelijkheid biedt en hen er zelfs toe verplicht bij hun beslissingen rekening te houden met alle omstandigheden van de zaak, alsook met de eventuele antecedenten van betrokkene.  Afwijkingen op deze omzendbrief kunnen dus toegepast worden op grond van dergelijke elementen en, in beginsel, onder de voorwaarden omschreven onder punt V.B.2. Zij moeten evenwel met redenen worden omkleed.  Er moet aan worden herinnerd dat de onmiddellijke intrekking van het rijbewijs, a fortiori de verlenging ervan en de hernieuwing van die verlenging, per definitie een uitzonderingsmaatregel vormt en dat het gegeven dat daar in een aantal gevallen niet in wordt voorzien, niet als enige vorm van straffeloosheid mag worden beschouwd.  II. FEITEN DIE AANLEIDING KUNNEN GEVEN TOT ONMIDDELLIJKE INTREKKING VAN HET RIJBEWIJS OF HET DAARMEE GELIJKGESTELD BEWIJS  1. Rijden onder invloed van alcohol of van andere stoffen[[18]](#footnote-18)7  1.a. Indien de bestuurder of de persoon die hem begeleidt met het oog op scholing, zich blijkbaar bevindt in de toestand in artikel 34, §2 van de wet betreffende de politie over het wegverkeer, nl. indien hij een alcoholopname van ten minste 0,35 mg/l uitgeademde alveolaire lucht vertoont, met de bijkomende omstandigheid van verkeersonveilig gedrag;  1.b. Indien de bestuurder of de persoon die hem begeleidt met het oog op scholing:   * ofwel in staat van dronkenschap verkeert; * ofwel, na ademanalyse of indien er niet tot kan worden overgegaan na een ademtest, een alcoholopname van ten minste 0,50 mg/l uitgeademde alveolaire lucht vertoont; * ofwel duidelijke tekenen van alcoholopname vertoont in het geval dat er omwille van een andere reden dan een weigering de ademtest noch de -analyse kunnen worden uitgevoerd; * ofwel een speekseltest afleverde die een aanwezigheid van een van de stoffen, vermeld in artikel 61bis, §2 van de wet betreffende de politie over het wegverkeer, aanwijst[[19]](#footnote-19)8.   1.c. Indien de bestuurder of de persoon die hem begeleidt met het oog op scholing, zonder wettige reden, een ademtest, een ademanalyse of een bloedafname weigert;  1.d. Indien de bestuurder of de persoon die hem begeleidt met het oog op scholing, zonder wettige reden, weigert:   * zich te onderwerpen aan de speekseltest bedoeld in artikel 61bis, §1 van de wet betreffende de politie over het wegverkeer; * de bloedproef bedoeld in artikel 63, §1, 3° en 4° van de wet betreffende de politie over het wegverkeer te laten nemen.   2. Vluchtmisdrijf  Indien de bestuurder de vlucht neemt om zich aan de dienstige vaststellingen te onttrekken:   * ofwel bij een verkeersongeval met voor anderen verwondingen of de dood tot gevolg; * ofwel bij het sturen in staat van dronkenschap door het gebruik van alcohol, drugs of geneesmiddelen; * ofwel indien de bestuurder of de persoon die hem begeleidt met het oog op scholing zich bevindt in de toestand bedoeld in artikel 34, §2 van de wet betreffende de politie over het wegverkeer, nl. indien hij een alcoholopname van ten minste 0,35 mg/l uitgeademde alveolaire lucht vertoont;   3. Verkeersongeval te wijten aan een zware fout  Indien het verkeersongeval, dat klaarblijkelijk aan een zware fout van de bestuurder te wijten is, aan anderen ernstige verwondingen of de dood heeft veroorzaakt.  "Zware fouten" die voortvloeien uit verkeersonveilig gedrag, worden beoordeeld op grond van de feitelijke omstandigheden, inzonderheid van de elementen die rechtstreeks of onrechtstreeks verband houden met het ongeval:  - Voorbeelden van elementen die rechtstreeks verband houden met het ongeval:  a) elementen eigen aan de omstandigheden van het ongeval:   * aard en ernst van het misdrijf; * plaats: type weg, kruispunt, bebouwde kom, omgeving school; * tijd: weekdag, weekend, dag, nacht; * verkeersdichtheid: geen, druk verkeer, spitsuur; * weersomstandigheden: hevige regen, mist, sneeuw, ijzel, hevige wind.   b) elementen eigen aan de bestuurder:   * rijstijl, meer bepaald het kennelijk in gevaar brengen van zichzelf of van andere weggebruikers; * fysieke of psychische toestand.   c) elementen eigen aan het voertuig:   * technische toestand. * Voorbeelden van elementen die onrechtstreeks verband houden met het ongeval, doch belang kunnen hebben bij de beoordeling door de magistraat:   a) elementen eigen aan de bestuurder:     * leeftijd, rijvaardigheid; * staat van recidive, voor zover de verbalisant hiervan kennis kan hebben.   b) elementen eigen aan het voertuig:   * geen verzekering; * geen inschrijving; * gestolen voertuig; * niet in orde met technische controle.   4. Rijden spijts een verval van het recht tot sturen  Indien de bestuurder of de persoon die hem begeleidt met het oog op de scholing vervallen is verklaard van het recht tot het sturen van een motorvoertuig van de categorie van het voertuig dat hij gebruikt, voor zover deze persoon nog in het bezit is van het rijbewijs of het als zodanig geldend bewijs en nagelaten heeft dit bij de griffie in te leveren.  5. Overtredingen vermeld in de uitvoeringsbesluiten  Indien de bestuurder één van de hierna omschreven overtredingen heeft begaan tegen de regelgeving uitgevaardigd op grond van de wet betreffende de politie over het wegverkeer:  5.a. Overschrijding van de maximaal toegestane snelheid:  - binnen een bebouwde kom, zone 30, schoolomgeving, woonerf of erf:   1. met meer dan 20 km/u voor voertuigen en slepen met MTM van meer dan 7,5 ton, alsook voor autobussen en autocars; 2. met meer dan 30 km/u voor andere voertuigen.   - op de andere wegen:   1. met meer dan 30 km/u voor voertuigen en slepen met MTM van meer dan 7,5 ton, alsook voor autobussen en autocars;   met meer dan 40 km/u voor andere voertuigen.   * of ongeacht de aard van de weg, wanneer de klimatologische omstandigheden uitermate ongunstig zijn en de zichtbaarheid beneden 100 meter is gedaald, te weten bij mist of sneeuwval, alsook bij sterke regenval:  1. binnen een bebouwde kom, zone 30, schoolomgeving, woonerf of erf: met meer dan 20 km/u voor alle voertuigen; 2. op de andere wegen: met meer dan 30 km/u voor alle voertuigen   Om de snelheid waarmee rekening moet worden gehouden te berekenen, moet men uiteraard de louter technische correctiemarge, weergegeven in de omzendbrief “Snelheid”, in acht nemen.  De maximaal toegestane snelheid hangt eveneens af van de aard van het voertuig.  5.b. De overtredingen van de vierde graad op het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en het gebruik van de openbare weg, aangewezen ingevolge artikel 4 van het koninklijk besluit van 30 september 2005, weergegeven in de hieraan gehechte tabel.  5.c. De overtredingen van de tweede of derde graad, voor zover daarbij één of meer weggebruikers in gevaar zijn gebracht of de overtreding in gevaarlijke omstandigheden is begaan.  In het bijzonder wordt gewezen op de volgende bepalingen van het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en het gebruik van de openbare weg:  Artikel 2.2°, eerste lid van het K.B. van 30.09.2005 (artikel 8.3 van het K.B. van 1 december 1975): “Elke bestuurder moet in staat zijn te sturen, en de vereiste lichaamsgeschiktheid en de nodige kennis en rijvaardigheid bezitten.”  Een verwittiging van de parketmagistraat dringt zich op als de inbreuk te wijten lijkt aan een langdurige fysieke of psychische ongeschiktheid van de bestuurder.  Artikel 3.36° van het K.B. van 30.09.2005 (artikel 61.1.1° en 62ter, lid 2.1° van het K.B. van 1 december 1975): “‘bij rood licht de stopstreep, of als er geen is, het rood licht zelf voorbijgereden te zijn”.  6. Tegenwerking van de opsporing en van de vaststelling van overtredingen  Het voorhanden hebben van apparatuur of van andere middelen die de vaststelling van overtredingen van de wet of van de regelgeving betreffende de politie over het wegverkeer bemoeilijken of verhinderen, of die de mogelijkheid bieden de automatisch werkende toestellen bedoeld in artikel 62 op te sporen (artikel 62bis van de wet betreffende de politie over het wegverkeer).  7. Alcoholslot  Indien de geldigheid van het rijbewijs van de bestuurder beperkt is tot motorvoertuigen die uitgerust zijn met een alcoholslot en de bestuurder een motorvoertuig bestuurt dat niet uitgerust is met een alcoholslot of niet voldoet aan de voorwaarden van het omkaderingsprogramma.  III. BEVOEGDHEDEN  De intrekking van het rijbewijs is momenteel een gedeelde bevoegdheid van de politieambtenaren, de procureur des konings en desgevallend de procureur-generaal.  Deze bevoegdheid werd toegekend aan de politieambtenaar, officier van gerechtelijke politie om te voorkomen dat de politiediensten en de parketmagistraten van dienst een zware en omslachtige procedure van berichtgeving moeten doorlopen als de inbreuken hoofdzakelijk objectief worden opgetekend met meetinstrumenten[[20]](#footnote-20)9.  IV.ONDERRICHTINGEN VOOR DE POLITIEDIENSTEN  A. VOORWAARDEN VOOR DE INTREKKING VAN HET RIJBEWIJS  Behalve wanneer het een betrokkene met voorrecht van rechtsmacht betreft (artikel 55, §1, lid 3 van de wet betreffende de politie over het wegverkeer, artikelen 479 en 483 van het Wetboek van Strafvordering) en de hypotheses waarover voorafgaand overleg met de procureur des konings zou gepleegd zijn en die vervat zijn in bijzondere richtlijnen van deze laatste, of de uitzondering bedoeld onder V.B.2, wordt in de volgende gevallen de intrekking van het rijbewijs bevolen door een officier van gerechtelijke politie:  1. Rijden onder invloed van alcohol of van andere stoffen  1.a. Indien de bestuurder of de persoon die hem begeleidt met het oog op scholing:   * ofwel, na ademanalyse, of indien ertoe niet kan worden overgegaan na een ademtest, een alcoholopname van ten minste 0,50 mg/l uitgeademde alveolaire lucht vertoont; * ofwel een speekseltest heeft afgeleverd die wijst op de aanwezigheid van één van de stoffen, vermeld in artikel 37bis, §1, 1° van de wet betreffende de politie over het wegverkeer, die even groot is als of groter is dan de in de tabel van artikel 61bis, §2, 2° van diezelfde wet vastgelegde hoeveelheid.   1.b. Indien de bestuurder of de persoon die hem begeleidt met het oog op scholing:   * zonder wettige reden, een ademtest, een ademanalyse (of een bloedafname weigert); * zonder wettige reden de speekseltest of de speekselanalyse (of een bloedafname bedoeld in artikel 63, §1, 3° en 4° van de wet betreffende de politie over het wegverkeer) weigert te laten afnemen.   2. Overschrijding van de maximaal toegestane snelheid  2.a. Binnen een bebouwde kom, zone 30, schoolomgeving, woonerf of erf:   * met meer dan 20 km/u voor voertuigen en slepen met MTM van meer dan 7,5 ton, alsook voor autobussen en autocars; * met meer dan 30 km/u voor andere voertuigen.   2.b.Op de andere wegen:   * met meer dan 30 km/u voor voertuigen en slepen met MTM van meer dan 7,5 ton, alsook voor autobussen en autocars; * met meer dan 40 km/u voor andere voertuigen.   3. In de overige gevallen vermeld in rubriek II en wanneer het een betrokkene met voorrecht van rechtsmacht betreft  (artikel 55 §1, lid 3 van de wet betreffende de politie over het wegverkeer, artikelen 479 en 483 van het Wetboek van Strafvordering), moet de politieambtenaar de procureur des konings, gewoonlijk de magistraat met dag- of nachtdienst, verwittigen met het oog op de onmiddellijke intrekking van het rijbewijs, die zal handelen overeenkomstig de COL 3/2012 betreffende het voorrecht van rechtsmacht[[21]](#footnote-21)10.  De kennisgeving betreffende het vastgestelde mis-drijf, de omstandigheden, evenals de eventuele ge-volgen ervan, moet objectief en zo volledig mogelijk zijn. Hetzelfde geldt in verband met de professionele of familiale omstandigheden die de overtreder inroept om de gepleegde feiten te verklaren of die de over-treder inroept met betrekking tot de gevolgen van een beslissing tot intrekking.  B. Procedure  1. Intrekking van het rijbewijs  a) De intrekking zelf  Na bevel tot intrekking verzoekt de politieambtenaar de overtreder om zijn rijbewijs of het daarmee gelijkgestelde document af te geven  b) Beslag  Indien de overtreder weigert zijn rijbewijs af te ge-ven, stelt de politieambtenaar de magistraat hiervan in kennis. Indien deze laatste bevel geeft tot inbe-slagneming, neemt de politieambtenaar het rijbewijs of het daarmee gelijkgestelde document in beslag  c) Kennisgeving  De politieambtenaar moet aan de overtreder het ambt van de procureur des konings (zonder vermel-ding van de naam van de magistraat) en het adres van het parket of van de griffie meedelen waar het ingetrokken rijbewijs wordt neergelegd of van de po-litiedienst aan dewelke het zal overgemaakt worden.  Hij deelt de overtreder mee dat hij de mogelijkheid heeft de procureur des konings of, in voorkomend geval de procureur-generaal, te verzoeken zijn rijbewijs terug te geven.  Indien de politieambtenaar het nummer van het pro-ces-verbaal kent, stelt hij de betrokken persoon hier-van eveneens in kennis  De politieambtenaar moet aan de houder van een buitenlands rijbewijs dat onmiddellijk is ingetrokken, een attest afleveren waarin de beslissing tot intrek-king en het adres van het parket of van de griffie waar het rijbewijs hem kan worden terugbezorgd, worden vermeld.  Aan betrokkene wordt door middel van hoger ver-meld attest eveneens meegedeeld dat wanneer hij het Belgisch grondgebied verlaat vóór het verstrijken van de duur van de intrekking, het buitenlands rijbe-wijs hem wordt teruggegeven wanneer het parket een document ontvangt uitgaande van een buiten-landse diplomatieke, consulaire of administratieve overheid of politiedienst, waarin wordt bevestigd dat betrokkene het Belgisch grondgebied werkelijk heeft verlaten.  d) Bijzonder geval van sturen spijts verval van het recht tot sturen  Indien bij de onmiddellijke intrekking van het rijbe-wijs wordt vastgesteld dat de overtreder vervallen verklaard is van het recht tot sturen en nog steeds in het bezit is van zijn rijbewijs, wordt dit onmiddellijk in beslag genomen en rechtstreeks aan de bevoegde griffie toegezonden met het oog op de tenuitvoerleg-ging van de vervallenverklaring. Het adres van de griffie wordt aan betrokkene meegedeeld.  2. Immobilisering van het voertuig  Krachtens het nieuwe §1, lid 3 van artikel 58bis van de wet betreffende de politie over het wegverkeer (artikel 19, 3° van voornoemde wet van 9 maart 2014) beschikt de officier van gerechtelijke politie die overeenkomstig het nieuwe §2 van artikel 55 van deze wet betreffende de politie over het wegverkeer de onmiddellijke intrekking van het rijbewijs heeft bevolen over de bevoegdheid om de immobilisering van het voertuig als beveiligingsmaatregel op te leggen.  De procureur des konings of desgevallend de procureur-generaal is daarentegen bevoegd om de immobilisering te beëindigen.  Op de vraag van de voorzitter van de Commissie Infrastructuur, Verkeer en Overheidsbedrijven van de kamer van volksvertegenwoordigers *"in welke omstandigheden de betrokken officier van de gerechtelijke politie dergelijke immobilisering*  *zal uitspreken"* heeft de staatssecretaris geantwoord *"dat dit zal gebeuren wanneer de bestuurder in geen geval mag verder rijden. Deze situatie moet onderscheiden worden van het geval wanneer na de intrekking van het rijbewijs bijvoorbeeld een familielid of kennis ter plaatse komt om met het voertuig te vertrekken"[[22]](#footnote-22)11*.  3. Het opstellen van het proces-verbaal  a) Inhoud  Het proces-verbaal moet objectief en volledig zijn. Het verduidelijkt inzonderheid de aard van het misdrijf, de omstandigheden waarin het werd gepleegd en de eventuele gevolgen ervan, evenals de bijzondere professionele of familiale omstandigheden waarop de verdachte zich beroept om de gepleegde feiten te verklaren of die hij inroept met betrekking tot de gevolgen van de intrekking van het rijbewijs.  b) Termijn  Het ingetrokken rijbewijs of het daarmee gelijkgestelde document moet, al naargelang de door de procureur des Konings vastgestelde richtlijnen:   * ofwel bij het bevoegde parket toekomen samen met het proces-verbaal houdende vaststelling van het misdrijf; * ofwel bewaard worden bij de politiedienst die de onmiddellijke intrekking uitgevoerd heeft.   Indien mogelijk en behalve andersluidend bevel van de magistraat wordt het proces-verbaal houdende vaststelling van het midsdrijf ten laatste de eerste werkdag volgend op de vaststelling van de feiten aan het parket toegezonden. Bij gebreke daarvan wordt dit proces-verbaal zo spoedig mogelijk en ten laatste binnen vijf werkdagen toegezonden.  Indien een officier van gerechtelijke politie echter onmiddellijk het rijbewijs intrekt dan zullen het proces-verbaal van de beslissing en de verklaringen van de houder van het rijbewijs rechtstreeks worden doorgegeven aan het openbaar ministerie  c) Verlenging van de intrekking van het rijbewijs door middel van een proces-verbaal tot oproeping  Voor het opstellen van een proces-verbaal tot oproe-ping met het oog op verlenging van de intrekking van het rijbewijs wordt verwezen naar rubriek V.C.2.c).  V. ONDERRICHTINGEN BESTEMD VOOR DE PARKETTEN  A. Bevoegdheid  De bevoegde magistraat die de beslissing tot onmid-dellijke intrekking neemt is:   * ofwel de procureur des konings; * ofwel de procureur-generaal bij het hof van beroep, indien het personen met voorrecht van rechtsmacht betreft.   B. Criteria met betrekking tot de beslissing  1. Beginsel  In alle gevallen die overeenkomstig punt IV.A.3 aanleiding geven tot kennisgeving aan het openbaar ministerie, beslist de geraadpleegde magistraat in beginsel tot onmiddellijke intrekking van het rijbewijs of van het daarmee gelijkgestelde document indien aan de criteria is voldaan en zij op voldoende wijze zijn aangetoond  2. Uitzondering  Het is af te raden een onmiddellijke intrekking van het rijbewijs te bevelen indien de overtreder een fietser is, behalve in geval van ongeval met derden dat aan de fietser te wijten is.  3. Afwijkingen in uitzonderlijke omstandigheden  De magistraat kan in uitzonderlijke omstandigheden eigen aan de zaak afwijken van deze criteria:   1. door de intrekking van het rijbewijs te bevelen in de gevallen bij de wet bepaald maar niet omschreven in deze gemeenschappelijke omzendbrief, onder meer op grond van de antecedenten van betrokkene; 2. door de intrekking van het rijbewijs niet te bevelen:  * ofwel op grond van bijzondere omstandigheden voorafgaand aan of samenvallend met de feiten; * ofwel omdat de professionele of familiale gevolgen van een onmiddellijke intrekking onevenredig zwaar zijn in vergelijking met de begane overtreding.   Deze afwijkingen moeten altijd met redenen worden omkleed.  Er moet steeds rekening worden gehouden met de gekende antecedenten van betrokkene en met het gevaarlijke karakter van zijn gedrag voor de veiligheid van andere weggebruikers.  C. Duur van de intrekking  Wanneer de magistraat van dienst tot intrekking beslist, heeft dit ingevolge artikel 56 van de wet betreffende de politie over het wegverkeer tot gevolg dat het rijbewijs in beginsel voor een duur van 15 dagen wordt ingetrokken.  1. Teruggave vóór het verstrijken van de termijn van 15 dagen  Op grond van artikel 56, eerste lid van de wet betreffende de politie over het wegverkeer mag het openbaar ministerie dat de intrekking van het rijbewijs of het daarmee gelijkgestelde document heeft bevolen of het bevoegde openbaar ministerie ingeval van toepassing van artikel 55, §2, het document hetzij ambtshalve, hetzij op verzoek van de houder teruggeven.  Bijgevolg zal, bij afwezigheid van uitzonderlijke omstandigheden, het rijbewijs teruggegeven worden na het verstrijken van een termijn van vijftien dagen.  Voornoemd document mag slechts vóór het verstrijken van die termijn worden teruggegeven:   * ofwel op grond van nieuwe elementen of van gegevens die onbekend waren op het ogenblik van de aanvankelijke beslissing, rekening houdend met de criteria die tot deze beslissing hebben geleid;   - ofwel in geval de familiale of professionele ge-volgen van de handhaving van de intrekking tot een periode van vijftien dagen in vergelijking met de begane overtreding onevenredig zwaar blijken te zijn;   * ofwel indien de bloedanalyse bedoeld in artikel 63, §1 van de wet betreffende de politie over het wegverkeer niet wijst op een alcoholopname van meer dan 0,65 mg/l uitgeademde alveolaire lucht of meer dan 1,50 g/l bloed of niet wijst op een alcoholopname van meer dan 0,35 mg/l uitgeademde alveolaire lucht of meer dan 0,8 g/l bloed, met de bijkomende omstandigheid van verkeersonveilig gedrag of niet wijst op de aanwezigheid in het lichaam van andere stoffen dan alcohol die de rijvaardigheid beïnvloeden (vergelijk rubriek II.C.1.b.).   2. Teruggave na het verstrijken van de termijn van 15 dagen ten gevolge van verlenging en hernieuwing van de intrekking  a) Algemeen  Het openbaar ministerie vordert een verlenging (en eventueel een hernieuwing van de verlenging) van de intrekking wegens inbreuken die een bijzonder gevaar voor de veiligheid van de bestuurder zelf of van andere weggebruikers inhouden.  Dit gevaar kan blijken uit:   * de aard van de inbreuk op zich (een langdurig gebrek aan de vereiste lichaamsgeschiktheid en de nodige kennis en rijvaardigheid); * en/of een (wettelijke of feitelijke) herhaling, waardoor een toekomstige herhaling van de risicosituatie zeer waarschijnlijk is, wat onder meer kan blijken uit de antecedenten van de overtreder.   De vordering tot verlenging is een opportuniteitsbeslissing van het openbaar ministerie.  Tegen de beschikking van de politierechtbank is alleen verzet van de beklaagde mogelijk.  Er is geen hoger beroep mogelijk.  De beslissing van de politierechtbank verbindt geenszins de bodemrechter.  Het past, uit voorzorg, in de mate van het mogelijke, de behandeling van de zaak ten gronde toe te vertrouwen aan een zetel die anders is samengesteld dan degene die uitspraak heeft gedaan over de verlenging van de intrekking van het rijbewijs.  b) Gewone procedure van de vordering tot verlenging   * de vordering wordt ingeleid bij dagvaarding. * daarbij moet een minimumtermijn van zeven dagen tussen de dagvaarding en de zitting in acht genomen worden.   Hoewel de tekst van artikel 55bis van de wet betreffende de politie over het wegverkeer dit niet uitdrukkelijk vermeldt, moet die termijnbepaling gelezen worden in het licht van artikel 146 van het Wetboek van strafvordering. De aldaar bepaalde termijn van tien dagen wordt in deze procedure echter herleid tot zeven dagen.  Dit blijkt impliciet uit de derde alinea van artikel 55bis, §1 van de wet betreffende de politie over het wegverkeer, die uitdrukkelijk bepaalt dat artikel 146, tweede en derde lid van het Wetboek van strafvordering van toepassing is.  Het tweede lid van laatstgenoemd artikel bepaalt: “Deze nietigheid kan echter niet worden ingeroepen dan op de eerste terechtzitting en vóór alle exceptie of verweer”. De nieuwe wettekst van artikel 55bis van de wet betreffende de politie over het wegverkeer bevat evenwel geen vermelding van enige nietigheid, zoals artikel 145, eerste lid van het Wetboek van strafvordering dat uitdrukkelijk wél heeft.  Daarenboven voorziet artikel 55bis van de wet betreffende de politie over het wegverkeer geen enkele bepaling waarbij zou afgeweken worden van artikel 55 van het Gerechtelijk wetboek en artikel 146 van het Wetboek van strafvordering, waardoor in voorkomend geval, die termijn van zeven dagen verlengd wordt wegens de afstand.  Bij ontstentenis van enige afwijkende bepaling is het dus (nagenoeg) onmogelijk personen die in het buitenland wonen of er een vaste verblijfplaats hebben, geldig te dagvaarden met het oog op een verlenging van de intrekking van het rijbewijs. Voor hen zal (in de uiterst zeldzame gevallen) de verlenging van de intrekking van het rijbewijs gevorderd worden door middel van proces-verbaal van oproeping om te verschijnen voor de rechtbank, overeenkomstig artikel 55bis, §4 van de wet betreffende de politie over het wegverkeer (zie hierna rubriek c).  Bovendien kan de termijn van dagvaarding verkort worden en de beklaagde gedagvaard worden om nog op de dag zelf en op een bepaald uur te verschijnen, krachtens een door de rechter in de politierechtbank te verlenen cedel overeenkomstig de artikelen 55bis, §1 van de wet betreffende de politie over het wegverkeer en 146, derde lid van het Wetboek van strafvordering.  Onverminderd de overige wettelijke bepalingen, dient de dagvaarding tevens de opgave van de feiten, die de gedaagde in die stand van het onderzoek ten laste gelegd worden, te bevatten.  De rechtbank moet uitspraak doen in openbare terechtzitting binnen de vijftien dagen die volgen op de intrekking van het rijbewijs.  De procureurs des konings zullen de aandacht van de rechtscolleges moeten vestigen op deze dwingende bepaling. Bij niet-naleving van deze bepaling moet het rijbewijs worden terugbezorgd na het verstrijken van een termijn van vijftien dagen na de intrekking.  c) Verlenging van de intrekking van het rijbewijs door middel van een proces-verbaal tot oproeping  Procedure   * De procureur des konings kan de verdachte van een overtreding oproepen om te verschijnen voor de politierechtbank (of de correctionele rechtbank). Die oproeping geldt als dagvaarding om de intrekking van het rijbewijs met een periode van ten hoogste drie maanden te verlengen. * In de oproeping worden de feiten die ten laste worden gelegd van de verdachte, de plaats, de datum en het uur van de zitting van de rechtbank vermeld. * De procureur des konings stelt de verdachte ervan in kennis dat hij het recht heeft een advocaat te kiezen. * De kennisgeving en deze mededeling worden in een proces-verbaal vermeld. Hiervan wordt een afschrift aan de beklaagde overhandigd. * De procureur des konings kan de oproeping aan een officier van gerechtelijke politie delegeren. In zijn proces-verbaal acteert de officier van gerechtelijke politie zijn delegatie en de uitvoering van zijn opdracht. * De kennisgeving vindt gelijktijdig plaats met de intrekking of de inbeslagneming van het rijbewijs. * De termijn tussen de kennisgeving van de oproeping en de datum van de verschijning bedraagt maximaal vijftien dagen.   Gevallen waarbij deze procedure wordt toegepast  Deze procedure wordt slechts zeer uitzonderlijk aanbevolen, namelijk wanneer het openbaar ministerie bij de verwittiging door de politie dadelijk voldoende elementen heeft om tot een vordering tot verlenging van de intrekking van het rijbewijs te beslissen en daarenboven:   * de bestuurder geen woonplaats of vaste verblijfplaats in België heeft (onderduikers, personen geschrapt uit het bevolkingsregister).   Deze maatregel is niet van toepassing op personen die in het buitenland gedomicilieerd zijn en van wie het rijbewijs in het buitenland werd afgeleverd. *Zulke rijbewijzen moeten immers aan hun rechtmatige houders worden teruggegeven wanneer deze het koninkrijk verlaten.*   * bij voorkeur bij grootschalige controles die voordien tussen het parket en de politie zijn afgesproken.   *De parketmagistraten die van dienst zijn, zullen door de magistraat die overleg gepleegd heeft met de (politie)rechtbank, moeten worden op de hoogte gebracht van de datum waarop de overtreder voor de politierechtbank kan verschijnen.*  Verplichtingen voor de opstellers van de processen-verbaal  De personen die de processen-verbaal opstellen zullen in het ROOD in de kantlijn van de pagina “procedure tot verlenging van de intrekking van het rijbewijs door middel van oproeping bij proces-verbaal” vermelden.  Verplichtingen voor het secretariaat van het parket  Het secretariaat van het parket moet onmiddellijk een afschrift van het proces-verbaal overmaken aan de griffie. De procureur des konings vestigt de aandacht van de griffie op de datum waarop de zaak ter zitting wordt vastgesteld.  d) Procedure tot hernieuwing van de verlenging van de intrekking van het rijbewijs  De procureur des konings kan bij de politierechtbank een beschikking tot hernieuwing van de verlenging van de intrekking van het rijbewijs van de beklaagde met ten hoogste drie maanden vorderen.  De dagvaarding vindt plaats ten laatste vijftien dagen vóór het verstrijken van de termijn bepaald in de eerste beschikking die de intrekking verlengd heeft. Er moeten principieel minstens zeven dagen zijn tussen de betekening van de dagvaarding tot hernieuwing en de zitting.  De dagvaarding bevat de oorspronkelijke feiten die aanleiding hebben gegeven tot de intrekking, de referte van de beschikking waarbij de intrekking werd verlengd, de motieven voor de hernieuwing en de overige wettelijke vermeldingen.  Tegen de beschikking kan enkel verzet worden aangetekend en geen hoger beroep.  Deze procedure wordt enkel aanbevolen wanneer de verdere deelname aan het verkeer door de verdachte de veiligheid van zichzelf en van de anderen buitengewoon ernstig in gevaar brengt. Dit zal in het bijzonder het geval zijn bij een langdurig of blijvend gebrek aan de vereiste lichaamsgeschiktheid en de nodige kennis en rijvaardigheid, waarbij het wenselijk is de verdachte voor de rechtbank ten gronde te dagvaarden terwijl zijn rijbewijs nog ingetrokken is.  e) Mogelijkheid tot dagvaarding ten gronde en tot hernieuwing van de verlenging van de intrekking van het rijbewijs  Het is passend in een zelfde akte te dagvaarden ten gronde en te voorzien dat subsidiair uitspraak zal gedaan worden over de vordering tot hernieuwing.  Wanneer een zaak ten gronde of een beraad echter wordt uitgesteld, doet de rechter enkel uitspraak over de hernieuwing, in afwachting van de behandeling van de zaak ten gronde of van de uitspraak.  3. Buitenlands rijbewijs  Krachtens artikel 56, tweede lid, 3° van de wet betreffende de politie over het wegverkeer moet het rijbewijs worden teruggegeven aan de houder van een buitenlands rijbewijs die niet beantwoordt aan de voorwaarden gesteld door de Koning om een Belgisch rijbewijs te verkrijgen, wanneer hij het Belgisch grondgebied verlaat.  Aangezien het materieel onmogelijk is het rijbewijs terug te geven bij het overschrijden van de grens, wordt het hem toegezonden wanneer de griffie een document, uitgaande van een buitenlandse diplomatieke, consulaire of administratieve overheid of politiedienst, ontvangt, waarin wordt bevestigd dat betrokkene het Belgisch grondgebied werkelijk heeft verlaten.  Het rijbewijs kan hem worden terugbezorgd via de diplomatieke, consulaire of administratieve overheid wanneer hij het Belgisch grondgebied heeft verlaten. Het kan hem eveneens worden toegezonden bij aangetekende zending aan zijn woon- of verblijfplaats, die hij in zijn verhoor vermeld heeft.  D. Evaluatie  Deze omzendbrief wordt geëvalueerd op verzoek van de minister van Justitie of van het College van Procureurs-generaal.  Het verdient dan ook aanbeveling een overzicht bij te houden van alle bemerkingen betreffende de toepassing ervan.  IV. INWERKINGTREDING  De huidige omzendbrief treedt in werking op 1 juni 2023. |
|  |  |

|  |  |
| --- | --- |
| Bruxelles, le 25 mai 2023 | Brussel, 25 mei 2023 |
| Le ministre de la Justice, | De minister van Justitie, |
| Vincent VANQUICKENBORNE | |
| Le procureur général près la cour d’appel d’ Anvers, Président du Collège des procureurs généraux, | De Procureur-generaal bij het hof van beroep te Antwerpen, Voorzitter van het College van Procureurs-generaal, |
| Patrick VANDENBRUWAENE | |
| Le procureur général près la cour d’appel de Liège, | De Procureur-generaal bij het hof van beroep te Luik, |
| Pierre VANDERHEYDEN | |
| Le procureur général près la cour d’appel de Gand, | De procureur-generaal bij het hof van beroep te Gent, |
| Erwin DERNICOURT | |
| Le procureur général près la cour d’appel de Bruxelles, | De procureur-generaal bij het hof van beroep te Brussel, |
| Johan DELMULLE | |
| Le procureur général près la cour d’appel à Mons, | De procureur-generaal bij het hof van beroep te Bergen, |
| Ingrid GODART | |

1. Plan National de Sécurité, p. 4, p. 40 à 42. [↑](#footnote-ref-1)
2. 2 Note-Cadre de Sécurité intégrale 2022-2024. [↑](#footnote-ref-2)
3. 3 Plan Fédéral de Sécurité Routière 2021-2025, p. 29. [↑](#footnote-ref-3)
4. 4 Institut scientifique de recherche sur la sécurité routière (Pays-Bas) [↑](#footnote-ref-4)
5. 5 Voir https://swov.nl/nl/factsheet/rijden-onder-invloed-van-alcohol [↑](#footnote-ref-5)
6. 6 Moniteur belge du 30 avril 2014, pages 35420 et suivantes [↑](#footnote-ref-6)
7. 7 En connexité ou non avec homicide ou lésions involontaires. [↑](#footnote-ref-7)
8. 8 Voir la Circulaire commune du de la Justice et du Collège des procureurs généraux contenant une politique uniforme de contrôle, de constatation, de recherche et de poursuite relative à la présence dans l’organisme de substances autres que l’alcool qui influencent la capacité de conduite – conduite sous l’influence de drogues, diffusée par la circulaire 19/2010 du 29.09.2010,revisée. [↑](#footnote-ref-8)
9. 9 Doc. Parl., Chambre, 53 2880/003, page 7 et 2880/004, page 13 [↑](#footnote-ref-9)
10. 10 Voir le chapitre concernant les infractions de roulage et contrôle de l’alcoolémie, p. 13. [↑](#footnote-ref-10)
11. 11 Doc. Parl., Ch., n° 53 2880/004, page 15 [↑](#footnote-ref-11)
12. 1 Nationaal Veiligheidsplan, p. 4, p. 40 tot 42. [↑](#footnote-ref-12)
13. 2 Kadernota Integrale Veiligheid 2022-2024. [↑](#footnote-ref-13)
14. 3 Federaal Plan voor Verkeersveiligheid, p. 29. [↑](#footnote-ref-14)
15. 4 Instituut voor Wetenschappelijk Onderzoek Verkeersveiligheid (Nederland) [↑](#footnote-ref-15)
16. 5 Zie https://swov.nl/nl/factsheet/rijden-onder-invloed-van-alcohol [↑](#footnote-ref-16)
17. 6 Belgisch Staatsblad van 30 april 2014, p. 35420 en volgende [↑](#footnote-ref-17)
18. 7 Al dan niet in samenhang met onopzettelijke doding of onopzettelijke verwonding. [↑](#footnote-ref-18)
19. 8 Zie de gemeenschappelijke richtlijn van de minister van Justitie en het College van Procureurs-generaal houdende een eenvormig toezichts-, vaststellings-, opsporings- en vervolgignsbeleid betreffende de aanwezigheid van andere stoffen dan alcohol die de rijvaardigheid beïnvloeden,, verspreid bij herziene omzendbrief COL 19/2010 van 29.09.2010. [↑](#footnote-ref-19)
20. 9 Parl. St., Kamer, 53 2880/003, p. 7 en 2880/004, p. 13 [↑](#footnote-ref-20)
21. 10 Zie het hoofdstuk betreffende verkeersinbreuken en alcoholcontroles, p. 13. [↑](#footnote-ref-21)
22. 11 Parl. St., Kamer, 53 2880/004, p.15 [↑](#footnote-ref-22)